

grève générale, les bureaucrates cherchent le compromis

rassemblements étaient à la base même des discussions de ceux qui ne voulaient pas rester chez eux ce jour-là. Pourquoi n'y a-t-il pas eu de mot d'ordre de grève pour le Gaz et l'Électricité? On ne peut quand même pas dire après leur grève du 16 qu'ils ne sont pas mûrs. A part quelques débrayages et rassemblements dans ce secteur, aucune initiative ne fut prise à un échelon central et la base, sans directives, resta incertaine, malgré la volonté non dissimulée de participer à l'action. On pourrait encore citer les mines, les employés de banque où les actions de ces derniers mois démontrent que, s'il existe des problèmes pour la mobilisation des travailleurs, ce n'est pas dans le manque de combattivité qu'il faut chercher les difficultés.

Au contraire, les exemples de combattivité fourmillent quand les conditions et la nécessité de l'action s'imposent. Pas seulement dans la Loire-Atlantique où le pourcentage important de syndiqués (80 %), l'équilibre des forces syndicales, l'unité réalisée à l'échelon des unions départementales C.G.T., F.O. et C.F.T.C. donnent un résultat explosif, mais qui se manifeste également quand la répression patronale s'exerce (l'occupation de l'usine d'Auberives à Villefranc par les 1.500 ouvriers, la grève à 100 % des P.T.T. de Caen le 26, les grèves des puits Covinot et Désardin à Valenciennes et Douai, de Merlebach et du bassin lorrain, après le 25 octobre, etc.... face aux licenciements ou mises à pied de militants C.G.T.).

Ce qui domine et domine encore, c'est le manque d'un profond enthousiasme des larges masses et qui provient avant tout du sentiment que cette grève ne pouvait rien changer et ne préparait même pas à de futurs combats qui renverseraient la situation.

La C.F.T.C. a fait son numéro d'avertissement, amélioré ses positions par rapport à F.O. dans la clientèle réformiste et réalisé le « coup de la soupe de sûreté » dont parle Frachon.

F.O., au moins la direction de la Confédération plus liée à l'appareil du Parti Socialiste, a rempli son rôle de division. La hargne de Bothereau, de certaines fédérations F.O.

comme celles des P.T.T., S.N.C.F., ne fait aucun doute. Ils attendent tous du parlement bourgeois un gouvernement, sinon il ne peut y avoir d'action possible. Voilà ce qu'en dit Bothereau, secrétaire général dans « Force Ouvrière » du 31 octobre 57: « Placées en face de cette situation la Confédération F.O. et ses fédérations ont dit « non » aux initiatives des deux centrales précitées (C.F.T.C. et C.G.T.). Elles ont fait savoir que ces mouvements n'étaient pas opportuns en raison du hiatus gouvernemental et qu'ils ne pourraient être efficaces. Engagée en de telles circonstances, la grève revêtait d'ailleurs un caractère insolite, voire inquiétant, qui devait nous rendre attentifs et hostiles. »

Que fait et que veut la C.G.T.?

On se rappelle que, depuis la rentrée des vacances, de multiples syndicats avaient adressé aux trois centrales syndicales des lettres leur demandant la réalisation de l'action commune. Benoit Frachon dans « La Vie Ouvrière » et Léon Mauvais dans « L'Humanité » s'en étaient fait l'écho au cours des premières semaines d'octobre. Cette pression ouvrière devait aboutir lors de la réunion du Bureau Confédéral du 19 octobre au communiqué suivant: « ...Le Bureau de la C.G.T. a reçu de nombreuses lettres signées par les organisations syndicales de toutes tendances demandant que les centrales se réunissent en vue de coordonner l'action à l'échelon national. « La C.G.T., pour sa part, a toujours répondu favorablement à ces demandes. »

« Le Bureau de la C.G.T. considère qu'il est temps que les organisations centrales répondent au vœu exprimé par les ouvriers, les syndiqués, militants et organisations de toutes tendances... »

COMMENT PRÉPARER LA GRÈVE GÉNÉRALE

Après le 25 octobre dont Frachon dit qu'il s'agit d'une action d'ensemble parfaitement réussie, que reste-t-il de cette volonté affirmée, paraît-il, de coordonner l'action à l'échelon national?

— L'impassé de Saint-Nazaire, de Nantes, des grèves tournantes en général.

— L'échec des procédures de conciliation ou autres médiations.

— La reprise de la politique des grèves tournantes généralisées (de la politique, car il y a loin de la coupe aux lèvres). Les ouvriers envisagent fort peu un recul par rapport au sommet du 25. Ils veulent aller plus loin. Comment parle la direction C.G.T. dirigée par les militants communistes devant les aspirations ouvrières?

Le 29 octobre, la commission administrative envoyait une nouvelle lettre aux centrales F.O. et C.F.T.C.

Dans la lettre à F.O. on lit ceci: « ...Comme les autres travailleurs et les autres organisations, ils (adhérents et organisations F.O.) attendent maintenant que les centrales syndicales tirent les enseignements de cette journée et tiennent compte de la volonté exprimée de voir se réaliser l'union la plus large de toutes les forces ouvrières. Dans ce but, nous vous proposons, comme nous le proposons à la C.F.T.C., une rencontre entre des représentants de votre centrale et des représentants de la C.G.T. en vue d'examiner et de prendre en commun les dispositions d'action nécessaires pour faire aboutir les revendications... »

« Nous vous suggérons, entre autres, qu'une délégation commune de F.O., C.F.T.C. et C.G.T. se rende auprès du Président du Conseil et réclame du gouvernement la satisfaction des revendications qui sont de son ressort... » et suit l'énumération des revendications comprenant une fois de plus l'inévitable et dérisoire SMIC qui maintenant a gagné 5 fr. par rapport au 31^e congrès de la C.G.T.: 150 fr. de l'heure soit 30.000 francs par mois, dit la C.G.T. qui entérine les 45 heures par semaine.

Ainsi une délégation commune entre autres initiatives. Voilà comment le désir de coordination des ouvriers se trouve récompensé, comment la centrale syndicale qui dirige la classe ouvrière traduit la volonté de lutte des ouvriers, cette lettre ne faisant que concrétiser l'absence de tout mot d'ordre unificateur, l'abandon de tout programme de classe pour une politique de bavardage, de discussion, de délégation auprès des « responsables » de l'économie du pays, d'un Président du Conseil encore absent.

Au fur et à mesure que la lutte a pris de l'ampleur, les revendications se sont rétrécies comme une peau de chagrin. Il y a quelques semaines, on voyait poindre des revendications uniformes importantes dans certaines corporations. Nous retombons maintenant aux 3.000 francs de la S.N.C.F., les 30 francs de certaines usines de la métallurgie et une multitude d'autres revendications aussi variées qu'il peut y avoir de corporations, ou de catégories professionnelles.

Les tendances critiques ne peuvent que se développer dans la classe ouvrière. Les travailleurs ressentent trop clairement que les dirigeants ne leur demandent leur avis sur les revendications que lorsque ces derniers ont besoin d'avancer l'état des discussions avec la bourgeoisie. Lorsque les ouvriers prennent au sérieux la campagne revendicatrice, qu'ils formulent leurs exigences, les dirigeants traduisent, transformation, triturent, diversifient. Bref, ils font tout ce qu'il est nécessaire pour essayer de trouver une bourgeoisie « compréhensive ». C'est également pourquoi ils se gardent bien de demander aux ouvriers de former des moyens de luttes à eux, les Comités de grève, élus, aptes à contrôler et diriger leur action. Les bureaucrates syndicaux se contentent simplement d'appeler à des démonstrations, des débrayages d'avertissement. La grève ayant eu lieu, eux seuls se mandataient pour discuter avec les patrons.

Combien de temps les manœuvres de diversion pourront-elles abuser les ouvriers? Tout le dilemme est là. A voir les difficultés auxquelles se heurte la politique des grèves limitées ou tournantes, l'incapacité à l'appliquer, des directions syndicales, étant donné la division ouvrière, les critiques des militants, le refus des travailleurs devant cette tactique, elle ne peut résister longtemps.

Maintenant, les ouvriers ne reculeront pas, après le 25 octobre. Toutes les combines des directions ouvrières ne changeront pas grand-chose à cet état de fait.

— Tous ensemble vers la grève générale.
— Election de Comités de lutte, de grève.
— Unité d'action à tous les échelons pour la lutte et un programme de classe unificateur.

— 6.000 à 10.000 francs uniformes — 40 heures.
— Echelle mobile sous contrôle ouvrier — Contrôle ouvrier sur la production — A bas la guerre d'Algérie — Retour des jeunes du continent — Telle est la voie ouvrière.

Correspondant.

... dans les entreprises et les corporations

A LA SÉCURITÉ SOCIALE

Les employés ont débrayé à 80 % le 25 octobre, à l'appel de leurs trois organisations syndicales. La décision du syndicat F.O. s'est fait connaître en dernier lieu et il ne fait pas de doute que c'est la pression des militants de la base qui a obtenu ce résultat.

Le ton du tract appelant à la grève est

très mesuré: 3 lignes pour les revendications générales des travailleurs et tout le reste développe et traite les questions propres à notre profession.

Toutefois, les propos et les discussions avant la grève ainsi que les réunions syndicales qui ont suivi le mouvement indiquent clairement que, de plus en plus, nos collègues se rendent compte que finalement c'est au gouvernement qu'il faut se heurter et beaucoup l'ont dit:

« Il n'y a pas de gouvernement le 25, mais la politique des gouvernements passée était mauvaise, cette guerre nous saigne à blanc, on protège les gros contre les travailleurs. Il faut que les futurs ministres sachent que notre mécontentement est grand et qu'il faudra changer de politique sociale. »

Ça, c'est nouveau. Mais le mouvement s'est déroulé comme toujours dans notre profession. Les grévistes ne viennent pas; peu, pour ne pas dire pas de piquets de grève; dans beaucoup de caisses et de centres la reprise du travail se fait sans discussion.

Comme toujours, chez nous, un débrayage important, la question des salaires redémarre. Les directions qui avaient offert en septembre une augmentation dérisoire que les syndicats avaient refusée, vient de revoir après le 25 octobre ses propositions.

Elles sont plus sérieuses qu'en septembre. Les syndicats vont signer l'accord, mais c'est le gouvernement qui doit ratifier cet accord. Les ministres du Travail et des Finances ont deux mois pour se prononcer (décret Laniel).

Nous pensons qu'il faudra qu'ils se dépêchent un peu, le personnel est décidé à lutter.

(Suite page 8.)

CHEZ RENAULT

ère de l'usine n'était pas mauvaise, mais la température avait baissé le 3 octobre, et il est certain que les heures avaient été réclamées par les militants et ouvriers lors du débrayage de 4 heures. L'idée avait depuis été abandonnée, et sans le mot d'ordre lancé le lundi 21, il n'y aurait sans doute eu de grève de 24 heures chez Renault.

Le mot d'ordre lancé en commun par la C.F.T.C., le travail de préparation a fait insuffisant.

Une Assemblée de militants C.G.T. d'une cinquantaine d'ouvriers, optimiste, se font l'écho d'une atmosphère favorable, particulièrement chez les jeunes interventions expriment le besoin d'une cohésion, une organisation, en particulier, par la mise de piquets de grève nombreux et de chaque porte, appelant les travailleurs à défendre leur grève. Mais la direction, « bon enfant » a tôt fait de l'ardeur de ces jeunes, dont l'expérience, l'inexpérience... Bien sûr, il y a des « groupes de discussion » et des « piquets de grève » est

banni), mais Linet et Cie expliquent qu'il n'est pas question d'en parler ouvertement, encore moins sur le tract diffusé le lendemain, comme le suggéraient des ouvriers; il sera fait appel aux « militants sûrs »... à se rendre le matin à leur permanence syndicale, et à participer au meeting prévu.

Le fait même d'avoir choisi le local de l'Intersyndical pour un meeting groupant Renault et les autres usines de la localité est symptomatique de l'état d'esprit des dirigeants syndicaux et de la façon dont ils envisagent cette grève. Quant à l'appel à se rendre l'après-midi en de « larges délégations » au siège patronal, rue Boissière, il sera fait en sorte qu'il passe tout à fait inaperçu des ouvriers.

En définitive, tout a été mis en œuvre, habilement, pour que cette grève se passe gentiment, « chez soi », en n'encourageant à venir que les militants sur qui l'on peut compter, pour canaliser et éviter les « excès possibles ». Ceci témoigne du peu de confiance accordée par la direction de la C.G.T. aux